

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FEDERATION ANARCHISTE

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

23 AU 29 MAI 1991

N° 829

10,00 F



EDITORIAL

« Edith Cresson débarque à Matignon », « Rocard s'en va selon la volonté présidentielle », « Hormis la tête de série, on ne peut pas dire que les ministres aient véritablement changé »... Ces constatations ont été faites tout au long de la semaine passée par une presse qui manifestement s'amuse de petits riens. Après le Golfe, le drame kurde et les dix ans de Mitterrand, il fallait trouver autre chose pour tenir en éveil l'attention du lecteur. Avec la nomination d'Edith Cresson à la tête du gouvernement, c'est chose faite !

Tout ce beau monde de la presse et de la politique s'amuse en des spéculations cousues de fil blanc, sous le regard ébahi des Français. Rocard devenait ennuyeux, et l'anniversaire de Tonton révélait une certaine frustration au sein de l'opinion.

Un coup de blues ? Changez de Premier ministre ! Et voilà que la machine gouvernementale repart de plus belle avec un nouveau Premier ministre qui caracole dans les sondages à plus de 70% d'intentions favorables.

Edith Cresson a indéniablement des qualités pour conduire les affaires... capitalistes ! Et si le PCF s'est plu à rêver un instant d'un gouvernement associant socialistes, radicaux et communistes, comme en 1981, il lui a fallu redescendre sur terre. L'Europe de 1993 sera capitaliste ou ne sera pas ! C'est parti pour la course devant laisser les Anglais à la traîne, égaliser les Allemands et faire suer les Japonais. La Jeanne d'Arc des multinationales est en route pour le grand combat économique de notre fin de siècle, laissant Marchais à ses regrets, et les anarchistes sans illusion sur l'immédiat avenir.

L'Europe se renforce au détriment des salariés et au seul bénéfice du patronat, dont les entreprises s'étendent. Schneider, comme de nombreux autres groupes français, vient de poser le pied sur le continent américain. Edith Cresson, à l'image de son employeur, est une conquérante. Or, les conquêtes sont la porte ouverte à l'aventure capitaliste sauvage, où tous les coups sont permis. Avec amertume, on se souvient que naguère les « socialistes » parlaient d'autogestion. Ils ont fait du chemin. Les anarchistes ont à poursuivre le leur en vue de l'émancipation sociale. Si Europe il y a, les anarchistes tiennent à être de la partie, en vue de mener une politique d'obstruction à celle mise en place dans les capitales européennes et au sein des trusts. Internationalistes, les anarchistes, dès à présent, s'emploient à construire un vaste rassemblement anti-autoritaire. Ouvrir plus étroitement dans l'ensemble des douze pays de la CEE est désormais une priorité, que les éléments révolutionnaires ne peuvent laisser aux seuls libéraux. Mais cela ne doit pas nous faire oublier les combats à mener en direction des pays exclus de cette Europe des douze. Edith Cresson prépare son terrain... Préparons le nôtre !

T2137 - 829 - 10.00 F



CENT MILLE PERSONNES MENACEES D'EXPULSION EN FRANCE

L'asile fout le camp

Bien que la presse annonce une mesure de sursis en faveur des 25 grévistes de la faim, turcs et kurdes de Bordeaux, les problèmes ne sont pas réglés pour autant. Plus qu'un tel acte, par trop limité, il s'agit d'obtenir l'annulation des directives gouvernementales d'expulsion, envisagées à l'encontre de 100 000 demandeurs d'asile.

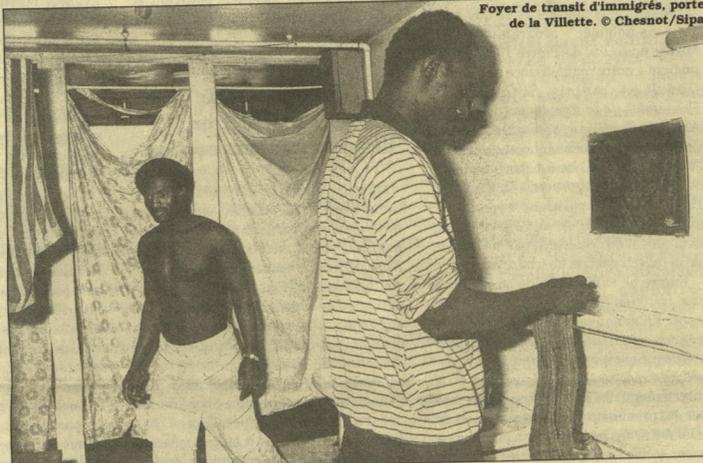
POURQUOI 200 demandeurs d'asile (Kurdes et Turcs, Angolais, Gambiens, Maliens, Guinéens, Zairois, Péruviens ou Haïtiens) risquent-ils aujourd'hui leur vie dans une grève de la faim, parfois commencée depuis plus d'un mois ?

A Bordeaux, à Fameck (près de Metz), à Val-de-Rueil (près de Louviers), à Saint-Dizier, à Mulhouse, à Strasbourg et à Paris ils exigent des papiers pour les 100 000 demandeurs d'asile trans-

formés en clandestins par le gouvernement.

En 1989, année du bicentenaire de la Révolution, la France a soudain décidé de rejeter la presque totalité des demandes d'asile qui traînaient depuis des années sans réponse. En quelques semaines, 100 000 hommes, femmes et enfants se sont retrouvés sans droits, sans papiers, menacés d'expulsion et condamnés à la clandestinité.

Avec le Réseau d'information et de solidarité (CAIF, 46, rue de Montreuil, 75011 Paris), ces « déboutés du droit d'asile » ont tout essayé pour faire valoir leurs droits pendant plus d'un an. Face à l'obstination du gouvernement qui



Foyer de transit d'immigrés, porte de la Villette. © Chesnot/Sipa

veut renvoyer dans leur pays d'origine malgré les dangers, ils ont dû se résoudre à risquer la mort, ici, dans une grève de la faim.

Ils disent : « Réfugiés ailleurs : Kouchner ! Réfugiés ici : Roissy ! », dénonçant ainsi l'hypocrisie de la France qui défend légitimement les droits de l'homme au loin (Kurdistan irakien, par exemple), au moment même où elle continue, chaque jour, à les expulser.

Ils ne partiront pas parce que la situation dans leurs pays d'origine n'a pas fondamentalement changé. Comment expulser 100 000 personnes ?

S'agirait-il alors, pour le gouvernement, de créer ainsi sournoisement une réserve de main-d'œuvre sans droit, utile à exercer une pression à la baisse sur tous les salaires ?

Manifestons pour le droit d'asile... Manifestons pour la justice. Pour se faire, une grande manifestation nationale en faveur du droit d'asile est convoquée pour le samedi 25 mai 1991, à 14 h (rassemblement au métro Strasbourg-Saint-Denis).

Réseau d'information et de solidarité

RIS-ORANGIS

Festival des musiques vivantes

C'est ce samedi 25 mai qu'aura lieu de 13 h à l'aube cette « journée avec les musiques et danses du monde », soit trente groupes sur quatre plateaux. Ça se passera au parc Saint-Eutrope, à l'hippodrome d'Evry-Ris. Moins de

vedettes connues que par exemple l'an dernier mais des artistes venant du Burkina-Faso, de la Chine, de l'Occitanie, de l'Irlande, de la Corse, de la Roumanie, de la Sardaigne, de la France, des Caraïbes, de la Bretagne,

de l'Argentine, de l'Ouganda, du Bourbonnais, de l'Angleterre, des Flandres, du Sahara occidental...

Chants et danses, « World music », polyphonies, musique traditionnelle, rock, rockabilly, humour, blues, swing-musette, jazz, expositions, contes et un spectacle pour le jeune public (Bal granadine), telles seront les multiples facettes de ce rendez-vous annuel 1991 du Festival de musiques vivantes de Ris-Orangis.

Entre tous

Comme on ne peut pas citer tout le monde, on remarquera dans le programme le duo de blues que forment Alain Giroux (guitare, chant) et Jean-Louis Mahjun, le trio irlandais Peter O'Loughlin (flûte, violon), Paddy Murphy (concertina) et Paddy Canny (violon) et le groupe corse A Filetta (chants et instruments anciens).

De toute façon à Ris-Orangis on va d'un plateau à un autre au gré de son oreille et de ses pieds !

Thierry (« Blues en liberté »)



Groupe corse des musiques et chants traditionnels, A Filetta.

PARIS
Samedi 25 mai 1991,
manifestation en
faveur du droit d'asile.
Rendez-vous à 14 h,
au métro Strasbourg-
Saint-Denis

Pour un programme économique anarchiste

(suite et fin [1ère partie, cf. n° 828])

On pourrait objecter, à tout effort programmatique d'origine libertaire, l'idée que les « programmes » relèvent de l'électoratisme, ou procèdent d'une « intention » politicienne. Face à ce procès d'intention, il est deux manières de répondre. Les familiers de l'histoire du mouvement ouvrier rappelleront que l'activité programmatique n'a rien d'une nouveauté dans la réflexion anarchiste, et outre les substantielles indications contenues dans *L'idée générale de la Révolution au XIX^e siècle* - l'un des grands livres de Proudhon (1) -, ils citeront les *Idées sur l'organisation sociale* de James Guillaume (2). Deux ouvrages toutefois, par leur précision comme le caractère global de leur démarche, paraissent plus proches de ce que nous pouvons nommer « programme » : *Le Monde nouveau*, de Pierre Besnard, et un livre à notre connaissance non encore traduit en français, *El Organismo Economico de la Revolucion*, de Diego Abad de Santillan, véritable plan de réorganisation économique et sociale de l'Espagne, qui, s'il ne fut pas adopté au congrès de Saragosse de la CNT, en 1936, vit ses propositions « spontanément » appliquées et réinventées, notamment en Catalogne, par les acteurs de la collectivisation libertaire (3).

Encore ne suffit-il pas de se référer à une tradition pour justifier, dans le présent, un renouveau de l'activité programmatique anarchiste. A ceux qui soupçonneraient une arrière-pensée politicienne, nous répondons donc plus directement : il s'agit, ici, non de présenter des promesses à un électorat, mais de soumettre des propositions à des mouvements sociaux, dont les acteurs en feront bien sûr, ce qu'ils voudront.

Mais pourquoi, demandera-t-on, construire un véritable programme, et non se contenter de lancer des thèmes de luttes, de mobilisations ? C'est qu'un

thème de lutte suffit rarement à articuler les intérêts et les revendications de tous les dominés ; or une mobilisation sociale n'est susceptible d'infléchir ou de renverser les logiques de domination que dans la mesure où elle réunit les dominés de plusieurs « secteurs » sociaux (4). Nous souhaitons, par exemple, une conjonction entre les luttes multiples des salariés du public, qui, dans leurs divers secteurs (santé, Postes, chemins de fer, enseignement), formulent des revendications spécifiques. De même, nous ne pouvons que souhaiter et, dans la mesure de nos moyens, travailler à la convergence des luttes des salariés du privé et des luttes des salariés du public. Et il nous faut imaginer les objectifs et les types d'actions autour desquels pourront se retrouver salariés, précaires et chômeurs.

Le programme et l'articulation des mouvements sociaux

Mais sans aucune naïveté : les militants libertaires, en effet, savent bien qu'il ne leur appartient pas de « créer », de toutes pièces, de tels mouvements. Et ils se défont de tout volontarisme, voué soit à l'échec, soit aux stratégies avant-gardistes de type léniniste. Cela ne les empêche aucunement d'œuvrer, au sein des mouvements sociaux, à une véritable fédération des luttes, comme on l'a vu.

Esquignons donc une conclusion partielle : seul un programme abordant les divers problèmes spécifiques des groupes en lutte peut à la fois cimenter leur accord dans les revendications, et fournir la base du travail de reconstruction sociale auquel tend l'anarchisme. En effet, dans une perspective libertaire et autogestionnaire, il appartient aux groupes sociaux actuellement dominés

d'élaborer ensemble les axes d'une alternative économique et sociale. C'est d'ailleurs pourquoi les anarchistes ne prétendent nullement faire de la société un grand tout indifférencié, homogène et fusionnel, mais tentent au contraire d'élaborer une gestion des inévitables tensions perdurant en système libertaire (tensions productrices, créatrices, dynamiques), tout en travaillant à des accords modifiables et révisables entre nouvelles instances autogérées et mandatées (instances professionnelles, économiques, collectivités locales, fédérations de consommateurs) (5).

Nous pouvons dès lors compléter notre précédente conclusion partielle : si l'on admet que la fédération des luttes anticapitalistes au sens large doit faire avancer l'instauration du fédéralisme politique et économique, on comprendra que la proposition d'un programme fédérateur permettrait de mesurer les accords et les désaccords, voire les tensions, entre groupes sociaux en lutte. Un tel programme ne serait donc qu'un possible point de départ, une base de discussion entre les multiples acteurs de la mobilisation.

L'existence même d'un programme, toujours révisable, modifiable, à réactualiser sans cesse, peut contribuer à faire reconnaître la présence politique de l'anarchisme. Les libertaires, en effet, ne représentent pas un simple « courant », une nébuleuse protestataire informelle ; mais la presse française les décrit très systématiquement en ces termes. Car, selon les catégories en usage chez les journalistes, seul un groupe présentant la forme d'un parti paraît digne d'être reconnu comme une force politique. Comment lutter concrètement contre ces catégories et ces descriptions qui nous refusent toute existence et toute légitimité ? Peut-être en partant du constat suivant : la « visibilité » politique - c'est-à-dire la possibilité d'être « vu », donc « reconnu », dans les luttes politiques - passe aussi par des documents tels que les textes-programmes.

Construire la crédibilité de l'alternative anarchiste

De fait, pour un groupe politique de type fédéraliste, produire un programme, c'est montrer que les partis n'ont pas le monopole du travail collectif ni des propositions concrètes, « actuelles », voire immédiates - à court et à moyen terme. C'est montrer que le militantisme et l'activité politique ne se réduisent pas à une simple protestation de la part de ceux qui refusent l'organisation en partis hiérarchisés. C'est montrer, enfin, que le fédéralisme « fonctionne », puisque, en l'absence de tout « comité directeur », la coordination des pratiques et des réflexions libertaires produit des axes fermes, durs - mais révisables - de stratégie anticapitaliste et de gestion alternative.

Il faut aller plus loin. Proposer un programme, pour qu'il soit discuté, au sein

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris
 Directeur de publication : André Devriand
 Commission paritaire n°55 635
 Imprimerie : Gaspard-Monge,
 55, rue du Fossé-Blanc, 92230 Gennevilliers
 Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977
 Routage 205 - Publi Routage
 Diffusion SAEM Transport Presse



des mouvements sociaux où nous militons, c'est par delà les organisations anarchistes, rendre crédible le projet d'une transformation radicale.

Seul un texte de ce type, en effet, peut mettre en doute la justesse des arguments économiques apparemment « techniques » avancés par les intellectuels et les politiciens conservateurs - qu'ils s'affirment « de gauche » ou « de droite ». Pour parler plus précisément, seul un programme articulant les intérêts et les revendications des divers groupes dominés pourrait contester efficacement le « sérieux technique » du budget. Ainsi contribuerait-il à miner l'« effet d'autorité » des discours gouvernementaux, parlementaires et patronaux en matière de politique économique. Peut-être même pourrait-il donner lieu à un véritable contre-budget, élaboré par les groupes en lutte - contre-budget acceptable et valide d'un point de vue libertaire, parce qu'il ne serait pas l'« invention » d'un parti ou d'une avant-garde, mais un programme que les mouvements sociaux tenteraient d'imposer à la scène parlementaire et aux milieux gouvernementaux, à travers leur mobilisation dans les entreprises et dans la rue.

Les libertaires, sous cet angle, peuvent fort bien essayer de lancer de tels débats, et y intervenir avec leurs propres propositions, sans pour autant se prendre pour une quelconque « avant-garde ».

Faisons remarquer, enfin, que l'adoption d'un programme n'est en aucun cas contraire à l'exigence d'une synthèse anarchiste : dans notre perspective, le programme apparaît même comme l'occasion et le « lieu » d'une telle synthèse. Le respect des principes fédéralistes, d'ailleurs, dépend des modalités d'adoption d'un texte, et non de son contenu. Et, dès lors qu'il s'agit de construire, tous ensemble, le projet libertaire, on se permettra de formuler un souhait : que, dans un grand nombre d'espaces sociaux divers, dans un grand nombre de lieux de travail et de vie différents, hétéro-

gènes, se développent des réflexions précises et des pratiques libertaires de gestion alternative. C'est à cette condition que les associations libertaires, et la Fédération anarchiste en particulier, pourront pleinement assumer leur rôle de nœud de coordination autogérée des résistances et des alternatives au capitalisme et à l'étatisme.

Philippe Chailan (gr. Alternatives Anarchistes de Lille)

- (1) P.-J. Proudhon, *L'idée générale de la Révolution au XIX^e siècle*, éd. du groupe Fresnes-Antony de la Fédération anarchiste.
- (2) Cf. notamment Daniel Guérin, *Ni Dieu ni maître, anthologie de l'anarchisme*, éd. Maspéro.
- (3) Pierre Besnard, *Le Monde nouveau, organisation d'une société anarchiste*, éd. du groupe Fresnes-Antony de la Fédération anarchiste.
- (4) Sur *El Organismo Economico de la Revolucion*, de Diego Abad de Santillan, cf. Daniel Guérin, *Anthologie de l'anarchisme*, Folio-Essais.
- (5) Cf. « Pour un matérialisme radical », « L'apprentissage de la lucidité et l'apprentissage de la force », *Le Monde libertaire* n°s 811, 812 et 813.
- (6) Cf. « Pragmatisme et anarchisme : le projet anarchiste », *Le Monde libertaire* n° 792 (été 1990).

le monde libertaire

Rédaction-Administration
 145, rue Amelot
 75011 Paris.
 Tél. : (1) 48.05.34.08.

Tarif

	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	35 F	70 F	60 F
3 mois 13 n°	95 F	170 F	140 F
6 mois 25 n°	170 F	310 F	250 F
1 an 45 n°	290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom
 Adresse
 Code postal Ville
 Pays
 A partir du n° (inclus).
 Abonnement de soutien
 Chèque postal Chèque bancaire Autre

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
 Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

CATALOGUE 1991
 Nous tenons à votre disposition le catalogue 1991 de la librairie du Monde Libertaire. Pour vous le procurer, il suffit d'en faire la demande au 145, rue Amelot, 75011 Paris.

EN BREF

MEGRET A SARREBOURG... LES ANTIFASCISTES Y ÉTAIENT

Le mercredi 17 avril, à Sarrebourg, lors de la venue de Bruno Megret, n° 2 du Front national, 80 jeunes avaient répondu présents à l'appel du Comité antifasciste provisoire de Sarrebourg, constitué par l'Association des libertaires antifascistes (ALAF) (1). Il s'agissait pour ce comité d'exprimer son opposition aux idées fascistes de l'extrême droite lèpéniste. Invités à entrer dans la salle où s'exprimait le dirigeant du FN, les jeunes adversaires présents subirent un long monologue de deux heures, ainsi qu'un flot d'insanités racistes et ségrégationnistes habituelles. S'en prenant à leurs détracteurs, les militants du FN les accusèrent de servir un pré-tendu « lobby juif » et d'être des rouges, alors que dans leur majorité les jeunes opposants étaient apolitiques.

Lors de la réunion, une altercation eut lieu. Des militants antifascistes furent aspergés de gaz lacrymogène, sous le regard manifestement complice de la police. En fin de réunion, et ceci malgré la tension, la parole fut donnée aux opposants pendant deux minutes, seulement. Autant dire que leurs propos - fausse note dans un concert extrême droitier - se sont perdus sous un flot de quolibets racistes. Après cela, le micro fut repris... Nouvel exemple, s'il en était besoin, des méthodes antidémocratiques du parti de Jean-Marie Le Pen.

Le Comité antifasciste provisoire de Sarrebourg souhaite que d'autres prendront ce genre d'initiative, afin de barrer la route aux fascistes du FN. Par ailleurs, il tient à remercier tous ceux qui se sont déplacés pour porter la contradiction et espère que cela donnera naissance à un comité antifasciste permanent sur Sarrebourg.

D'après un communiqué d u CAPS

(1) ALAF, 7, rue de la Vieille-Rivière, 57400 Sarrebourg.

JOURNÉE DU SOUVENIR A LILLE

Triangle rose : l'impossible commémoration

Le dimanche 28 avril, à Lille, lors de la commémoration du souvenir des déportés, l'association homosexuelle « Les Flamands Roses », participant à la gestion du Centre culturel libertaire Benoît-Brouchoux (CCL), avait tenu à rappeler que 500 000 homosexuels disparurent dans la tourmente concentrationnaire nazie du fait même de leur différence. Le texte qui suit rend compte de l'interpellation par la police, dont ses membres furent l'objet à cette occasion.

C'ÉTAIT à Lille, un beau matin d'avril. Un dimanche comme on les aime : sec, clair, vibrant de soleil. Un coup d'œil au calendrier suffisait, toutefois, à détacher cette journée de la cohorte des fins de semaines engourdis : c'est une tradition maintenant bien établie que d'évoquer, le dernier dimanche d'avril, le souvenir des victimes des camps nazis. Les victimes : Juifs, Tziganes, opposants de tous ordres, résistants, handicapés mentaux... La liste est longue de ceux à qui le régime hitlérien avait dénié le droit d'exister.

Et la population, et les autorités d'évoquer pieusement le temps d'une commémoration annuelle, le génocide juif et les persécutions menées par les sectateurs de l'« ordre nouveau » : M. Bousquet, du fond de sa paisible retraite, s'en souvient sûrement.

Chacun trouve sa place dans le martyrologie officiel. Chacun, vraiment ? Je ne me souviens pas personnellement, et je doute que l'on puisse se souvenir, d'informations ou même d'allusions en cours d'Histoire sur le massacre des homosexuels.

Allaient-ils rester les oubliés de l'Histoire, ces hommes et ces femmes au triangle rose à qui l'on ose à peine tendre un strapontin lors des célébrations occuméniques ? L'association homosexuelle « Les Flamands Roses » avait décidé de

faire entendre la voix de ceux que la mort semble avoir, au plein sens du mot, anéanti. A cette effet, un tract avait été rédigé. Simple et direct, il n'appelait qu'au respect de ces disparus moins « honorables ».

Je m'en fus donc, avec quatre autres militants, au mémorial de la Déportation. Il n'y avait pas foule. Juste l'assistance qu'on s'attend à trouver en pareille circonstance : officiels, militaires, porte-drapeaux, Juifs de tous âges. Tous recueillis, émus, voyaient défiler leur passé, tâchaient d'exorciser des craintes qu'on eût pu croire d'un autre âge si les récentes profanations de Carpentras n'étaient venues nous rappeler que l'Histoire sert souvent les mêmes plats.

Le discours fut sobre, efficace : rappel des horreurs passées, admonition aux générations futures, exaltation de la tolérance. Il faut respecter, nous dit-on, ce qu'il y a d'humain en l'homme, sans discrimination de race, d'origine, d'opinion, de religion. On en restera là ; l'officiant n'a même pas songé qu'il pouvait y avoir à l'œuvre dans notre société d'autres ségrégations plus sournoises - comme si la contrainte morale exercée sur les inclinations les plus intimes ne valaient pas l'ostracisme d'antan.

Nous saisissons chacun une poignée de tracts et, silencieusement, les tendons à ces hommes et à ces femmes qui s'éloignent. M. Mauroy accepte le papier que nous lui tendons : un bref « merci », puis il regagne sa voiture. De vieux résistants

passent, imperturbables... Quelques-uns étouffent un sarcasme gêné. La communauté juive réagit avec une profonde dignité : le rabbin de Lille me montre, avec un doux sourire, le tract qu'on lui a déjà remis, soigneusement plié dans son livre de prière - il en parlera ce soir, à l'office des morts ; des hommes et des femmes me demandent des tracts, les lisent avec attention et approuvent d'un mouvement de paupières. Ils ont compris ou ils se sont souvenus.

D'autres n'ont toujours pas compris : des policiers nous entourent, se saisissent des tracts, nous prient, Nicole Benyounés (présidente du CCL) et moi, de les accompagner. Nous les suivons. Le commissariat central bourdonne comme une ruche. On

« ... Au nom de quoi la persécution des homosexuels devrait-elle être passée sous silence. »

nous regarde à peine. Serions-nous à ce point dérangeants ? On ne peut nous condamner, car nous sommes intervenus à la fin de la cérémonie, sans troubler à aucun moment la tranquillité publique. On va donc nous intimider. C'est apparemment une question de temps, de conciliabules échangés à voix haute. Successivement, on nous trimbale dans plusieurs bureaux. Des mots fusent : « dossiers », « vérification », « rapport ». Soudain, j'ai peur. Nicole n'est pas plus rassurée. C'est la première fois que nos opinions nous mènent dans un poste de police. Pourtant, nous restons calmes.

« Pourquoi avez-vous fait ça ? »
« Pour informer, essentiellement. »

« Mais tout le monde la connaît votre histoire ! »

« Permettez-moi d'en douter. Et puis, je ne vois pas au nom de quoi la persécution des homosexuels devrait-elle être passée sous silence. »

« D'accord. Mais vous auriez pu choisir un autre jour. Aujourd'hui, vous choquez les pauvres gens qui sont là... »

« Demandez-le leur ! »

L'interrogatoire est resté court. Un autre policier, qui nous regardait depuis un moment, s'énerve subitement... Nous dit que nous devrions avoir honte. Honte ? Honte de plaider pour la justice, alors que la racaille fasciste relève la tête, falsifiant l'Histoire, exploitant à des fins électorales le fonds de commerce des héritiers de Drumont et de Barrès ? J'essaie, en détachant bien les mots, d'enfoncer quelques idées simples. « Vous ne savez pas de quoi vous parlez. Vous n'étiez même pas né à l'époque... » Un demi-siècle de recherches historiques s'effondre en un instant, des millénaires de bêtise et d'aveuglement affluent. Je me tais.

Vérification d'identité. L'énoncé de nos professions plonge notre policier dans la plus grande perplexité. Comment diable un médecin et un professeur ont-ils pu se commettre à soutenir des idées aussi hétérodoxes ? Allez, nous dit-on, et ne recommencez plus.

Nous sortons, moral en berne, et nous nous éloignons lentement, sur cette petite place inondée de soleil. Les 500 000 homosexuels martyrisés nous font cortège. Ce n'est pas encore aujourd'hui qu'on se souviendra d'eux. Si, peut-être, ce soir, à la synagogue où un jeune rabbin évoquera leur souvenir. Et je ne pense pas qu'il se préoccupera de savoir, avant de parler, s'ils étaient Juifs.

O.D.

(Centre culturel libertaire Benoît-Brouchoux de Lille)

RMI : l'heure du bilan

Outre l'invention des TUC et autres SIVP, une des caractéristiques de dix ans de pouvoir socialiste en matière de « politique sociale » fut l'adoption en 1988, à l'unanimité des députés, de la loi concernant le revenu minimum d'insertion.

D'après une enquête récente du CERC (1) auprès de 2 000 RMIstes, il est facile de constater que ce RMI n'est en fait qu'un revenu très minimum (environ 1 500 F en moyenne) et que le terme « insertion » devrait y être rayé. En effet, cette enquête nous montre que trois mois après avoir touché le RMI pour la première fois, 65% des allocataires n'ont pas vu leur situation sociale changer, alors que la loi prévoit la signature d'un contrat de réinsertion dans le trimestre suivant l'octroi du Revenu. L'administration serait donc au-dessus des lois ?

Non, la réinsertion n'existe pas, pour une large part, ce sont ceux qui « bénéficiaient » déjà de stages ou d'emplois bidons avant de toucher le RMI qui l'obtiennent. De plus, l'accumulation de stages sur un CV ne permet pas de trouver un emploi. Aujourd'hui donc, ce sont 400 000 RMIstes (2) qui ne peuvent prétendre à une vie professionnelle normale. Mais qui sont-ils ces RMIstes ? Le CERC les classe en trois catégories :

- jeunes avec qualification professionnelle : cette qualification leur permet uniquement de

faire le trajet stage-chômage aller et retour et vice versa. Ils représentent 40% des allocataires ;

- personnes seules avec enfants : ce sont en majorité des femmes sans ressources, elles représentent 40% des allocataires ;

- marginaux : ici, on regroupe sans-abri, alcooliques (?) et personnes sans qualification. Ce sont 20% des allocataires, soit 80 000 personnes.

Seuls points positifs pour un système qui a déjà coûté 16,5 milliards de francs sans apporter le moindre changement chez les plus défavorisés, comme ils disent, c'est qu'il permet au quart d'entre-eux d'avoir la Sécurité sociale et à 55% d'avoir une aide sociale, alors qu'ils n'en touchaient pas avant.

Le nombre de RMI augmente chaque année et cette « aide » ne fait qu'entraîner les allocataires dans un cercle vicieux stage-chômage, pourtant, pour 72% des 800 personnes interrogées par l'institut de sondage CSA, le RMI est « une bonne chose ». Les voilà donc rassurés sur la situation des pauvres, ces 72% qui font confiance, sans doute, à la vertu thérapeutique des bons sentiments. Un travail d'information reste à faire.

Didier (gr. Malatesta)

(1) Cercle d'études des revenus et des coûts.
(2) Ils étaient 200 000 en mars 1989.

A PROPOS DU 1^{ER} MAI

Humeurs syndicales !

ÉMOBILISATION, désyndicalisation, polémiques sur l'avenir du syndicalisme... tout cela était à la « une » de la presse quotidienne au lendemain du 1^{er} Mai (1).

Il y aurait 75% de syndiqués au Danemark contre 10% en France, ce qui fait dire à certains que les « organisations de service » se portent mieux au Nord que dans le Sud, où tout s'écroule, histoire de marquer le paysage social de l'Europe de 1992. Mais et les 100% d'affiliation des salariés français à la Sécurité sociale ? Le rôle du syndicalisme comme celui du 1^{er} Mai, tout est affaire de définition et d'objectifs : transformation sociale ? Organisation de services sociaux ? Célébration de la solidarité ouvrière ? Promenade dominicale ?

En notre belle France, les avis sont partagés. Même si Sébastien Faure, au début du siècle, était contre le fait de manifester chaque 1^{er} Mai (tout le monde peut se tromper) les anarchistes en ont fait la commémoration des martyrs de Chicago et, au-delà de leur sacrifice, une journée de solidari-

té internationale. Que cela, quelques décennies après, ait été agrémenté et déformé par muguet et fête du travail interposés est une autre histoire...

L'enseignement américain

Si, aujourd'hui encore, l'état de santé de Renault-Billancourt ne veut plus dire grand chose sur l'état de la classe ouvrière française, le peu de fréquentation des défilés du 1^{er} Mai est-il vraiment significatif ? Aux manifestations pour réclamer les huit heures, dont la participation impliquait une journée de salaire en moins, s'est substituée une concurrence entre boutiques syndicales qu'encombre toujours la notion de solidarité internationale. C'est peut-être cela qui est la cause des désaffections !

Le problème de la division syndicale ne se posait pas au début et l'American Federation of Labour lors de son congrès de 1888, à Saint-Louis, évoquant la manifestation du

1^{er} Mai, disait bien que « les travailleurs des divers nations auront à accomplir cette manifestation dans les conditions qui leur sont imposées par la situation spéciale de leur pays ».

Prémonitoire !

Laissons, pour finir, parler les chiffres. Selon le ministère du Travail, le nombre des journées « perdues pour fait de grève » était de 386 000 en 1990, chiffre le plus faible depuis 1946 !

Au lieu de discourir sur l'utilité du 1^{er} Mai et d'entretenir les querelles de chapelles, les quelques militants syndicaux qui restent feraient mieux de bousculer leurs bureaucrates et avec les autres salariés d'exprimer plus clairement leur solidarité avec les précaires, chômeurs et sans-logis. Tout le monde s'en porterait mieux : le 1^{er} Mai, les syndicats et l'ensemble du monde du travail !

Alexis Pierre

(1) Le Nord avec Fourmies aura été l'exception... Les syndicats ont célébré de façon unitaire le centenaire de la fusillade...

Infos suisses

Le nucléaire avec Creys-Malville, la démocratie directe dans les cantons avec en prime la disparition des derniers pans de misogynie en matière de participation féminine aux « votations », la Suisse sans armée, le 1er Mai à Genève... Voilà le contenu de nos « Infos suisses » de cette semaine.

A l'occasion du cinquième anniversaire de la catastrophe nucléaire de Tchernobyl, un petit millier de Genevois est descendu dans la rue le samedi 26 avril à l'appel de Contratom et de divers mouvements alternatifs et partis de gauche. Mais plus que sur le passé, la manifestation était branchée sur l'actualité et, en tout premier lieu, sur le prochain redémarrage de Creys-Malville. Ce surgénérateur, qui a coûté la bagatelle de quelque 25 milliards de francs français mais dont les quatre années d'existence ont été émaillées de tant d'incidents qu'il n'a fonctionné en tout et pour tout que pendant quatre mois, fait particulièrement peur. Et non seulement aux Genevois qui n'en sont éloignés que de 70 km, mais tout autant aux Italiens de la région lombarde et aux habitants de la vallée du Rhône, une vallée qui d'ailleurs compte d'autres centrales nucléaires. Les deux régions étaient représentées par une délégation de leurs mouvements anti-nucléaires respectifs. Il convient de rappeler qu'un surgénérateur est un réacteur nucléaire alimenté par de l'uranium appauvri, c'est-à-dire par de l'uranium déjà utilisé par un réacteur classique. Etant donné sa température extrêmement élevée, un surgénérateur ne peut pas être refroidi à l'eau. On se sert de sodium, qui capte la chaleur et l'évacue. Mais le sodium est extrêmement dangereux : il explose à la moindre fuite d'air et s'enflamme au contact de l'eau. Des experts estiment

qu'en cas d'explosion de Creys-Malville, le feu détruirait tout dans un rayon de 100 à 500 km, sans parler des effets de la radioactivité qui, eux, comme l'a montré Tchernobyl, ne connaissent pas de frontières.

Certes, le pire n'est pas toujours sûr. Ce qui l'est, en revanche, est le fait que l'énergie atomique en raison même de l'extrême sensibilité de sa matière première et des risques qui en découlent est indissociable d'une technocratie centralisatrice, autoritaire et répressive. Angoissant.

La « Landsgemeinde »

Dimanche 27 avril, les femmes du demi-canton lilliputien (14 000 habitants) d'Appenzell-Rhodés-intérieures ont pu, pour la première fois de l'Histoire, exercer leurs droits civiques.

Malheureusement, pour faire tomber ce dernier bastion du *nein* catégorique et machiste, il a fallu un jugement du Tribunal fédéral disant en substance que l'égalité entre hommes et femmes, ancrée dans la Constitution fédérale devait l'emporter sur le droit des cantons d'organiser leur propre système politique. Ce petit Etat confédéré de Suisse orientale est l'un des derniers cantons à connaître la *Landsgemeinde*, ce système de démocratie directe vieux de plus de 500 ans où scrutins et élections ont lieu en public, à main levée. Une fois par année, tous les citoyens se réunissent sur la place centrale du chef-lieu en

présence des autorités cantonales pour traiter les affaires publiques : approbation des comptes et du budget, feu vert aux lois et crédits proposés par le Parlement, consultation sur des initiatives... De même, chaque année, les membres du gouvernement et les juges du tribunal doivent se soumettre au verdict populaire à l'occasion de leur réélection.

En raison de l'arrivée des femmes dans la vénérable enceinte, une question additionnelle a été posée cette année aux citoyennes et citoyens réunis : « *Estimez-vous que la Landsgemeinde a encore sa place à l'heure actuelle ou souhaitez-vous y renoncer au profit du vote à bulletins secrets ?* » Une forêt de mains s'est aussitôt levée, femmes et hommes réunis, pour réclamer le maintien de l'institution séculaire. Touchant.

En dépit de ce que l'on aurait pu craindre, ni la guerre du Golfe ni la participation des médias suisses à l'hystérie généralisée n'ont fait remonter la cote de l'armée suisse. Au contraire. Si 36% ont voté pour son abolition en automne 1989, un récent sondage récent d'un institut spécialisé nous apprend que 43% des personnes interrogées sont aujourd'hui en faveur de sa suppression pure et simple. Ce pourcentage atteint même 53% chez les jeunes de 15 à 29 ans. Près de trois quarts des sondés demandent des coupes claires dans le budget dans le budget de l'armée et 65% se prononcent pour une interdiction absolue des exportations d'armes. Réjouissant.

Du refus de l'armée au 1er Mai genevois

Les célébrations du 1er Mai se sont déroulées comme à l'accoutumée : quelques milliers de syndicalistes et membres de partis de gauche ont défilé à l'unisson dans chacune des principales villes de Suisse. Tous s'étaient entendus sur le thème général de cette année, à savoir la réalisation effective de l'égalité entre hommes et femmes. Les syndicats ont pris l'engagement de mettre l'accent prioritairement sur cette revendication lors des négociations avec le patronat, tandis que les partis ont promis de mettre un maximum de candidates sur leurs listes - entre 30% et 50% - à l'occasion des élections fédérales de cet automne. Tout ceci dans l'optique de la grève de protestation des femmes contre les inégalités persistantes qui aura lieu le 14 juin dans toute la Suisse.

Outre ce thème principal, les discours prononcés à l'issue des cortèges ont abordé les problèmes à l'ordre du jour : l'Europe, qui attire et fait peur en même temps, la précarisation de la situation des travailleurs, appelée pudiquement « flexibilisation », enfin, les attaques de tous ordres lancés par le camp bourgeois contre les acquis sociaux des vingt dernières années.

A Genève, le tout s'est terminé par l'habituelle fête conviviale dans les jardins de l'université qui permet chaque année aux nombreuses associations et groupements politiques alternatifs de se faire connaître d'un public plus large.

L'Organisation socialiste libertaire (OSL) était du nombre. Les mouvements en marge des grandes organisations semblent connaître un sérieux regain de faveur en ce moment. Encourageant.

De notre correspondant helvétique

ESPAGNE

L'athénée libertaire de Saragosse

Soixante-dix militants et militantes des collectifs libertaires Equipo A, Etudiants anarchistes CNT et CUAL occupent depuis le 9 février l'ancienne gare d'Utrillas, à Saragosse, dans l'intention de créer un athénée libertaire.

L'édifice de grandes dimensions (deux étages) fut remis en état, alors qu'il était abandonné depuis dix ans. Des commissions de travail ont été créées. Des permanences ont lieu chaque jour, auxquelles s'ajoutent des tours de garde et tâches diverses réparties lors d'assemblées générales.

Près de 100 personnes ont participé à ces activités, déterminées à obtenir un espace libre libertaire et autogérée. Actuellement fonctionnent des ateliers « théâtre » et de sport (alpinisme). Des groupes « photo » et « céramique » sont en préparation.

La police, à deux reprises, est venue sur les lieux et après quelques

échanges d'informations n'est jamais revenue. L'occupation a été rendue publique dès le début, par des pancartes et drapeaux noirs installés sur la façade. La presse fut avertie. Les voisins et associations de quartier ont été informés et sollicités. Quant à l'administration, elle en est encore à chercher le vrai propriétaire du bâtiment, la mairie et les chemins de fer se renvoyant la paternité des locaux pour ne pas avoir à intervenir contre les occupants.

Pendant ce temps, la vie s'organise. Des repas pris en commun avec les habitants du quartier, des concerts, un bar et des débats sur l'autonomie, l'antixénisme libertaire, l'immigration, l'antimilitarisme sont déjà à l'actif de ce nouvel athénée.

Traduit de CNT, n° 124, par Daniel (gr. Henri-Marius du Gard)

COLOMBIE Renaissance de l'anarchisme

Dynamique au début du siècle au sein des luttes ouvrières, le mouvement anarchiste colombien s'est effondré sous les coups de la répression étatique et du développement des partis marxistes rivaux.

L'action anarchiste était donc restée inexistante depuis un grand nombre d'années.

C'est pourquoi la création, il y a quelques mois, d'un groupe anarchiste à Medellin doit être perçu comme un événement important (1).

De plus, cette jeune organisation libertaire édite, depuis février 1991, un bulletin, Caminos. Nos compagnons essaient de faire en sorte que celui-ci deviennent mensuel, mais ils ne disposent que de faibles moyens matériels.

Il faut à tout prix appuyer cette initiative car Caminos est l'unique instrument de propagation de la pensée libertaire en Colombie.

Nous pouvons aider nos compagnons de différentes façons : en leur envoyant des livres et journaux (en espagnol ou en anglais) ; en leur donnant de l'argent afin qu'ils s'achètent du matériel d'imprimerie ; en commandant un T-shirt produit afin de soutenir leurs actions (2).

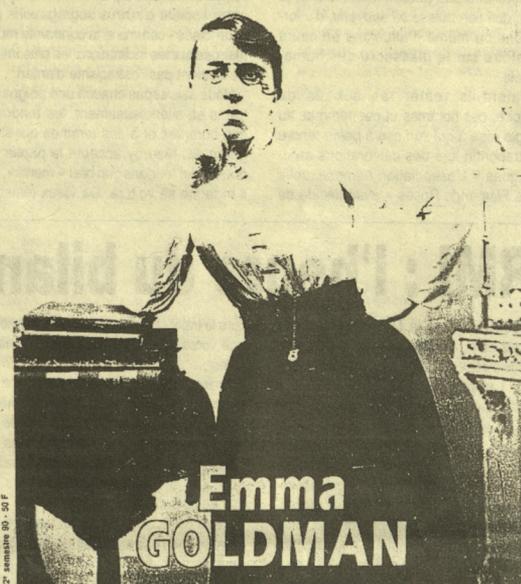
Solidarité Amérique latine

- (1) X. Walter Alonso, AA 54839, Medellin, Colombie.
(2) Solidarité Amérique latine, c/o CDESI, 102 rue d'Alembert, 38000 Grenoble

Parution du nouvel « Itinéraire »

ITINERAIRE

Une vie, une pensée



La revue « Itinéraire », n° 8 (2e semestre 1990), consacrée à la vie et l'œuvre d'Emma Goldman, vient de paraître.

On peut se la procurer à la librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris. Prix : 50 F (+ 5,70 F de frais de ports).

Une solution pratique... l'abonnement : - 2 n° : 70 F ; - 4 n° : 130 F ; - soutien... à votre bon cœur.

« Itinéraire », 1 bis, rue Emilie, 77500 Chelles.

POUR L'ANNIVERSAIRE DU PRINTEMPS DE PEKIN...

Retour en Chine

Il y a deux ans, le régime chinois noyait dans un bain de sang le Printemps de Pékin. A l'occasion de ce triste anniversaire, Charles Reeves analyse la politique économique chinoise d'« ouverture », entreprise quelques années auparavant. Politique qui, selon lui, a conduit aux événements de 1989 et à la tragédie que l'on sait.

EN 1971, les éditions Spartacus ont publié *Le Tigre de papier*, sur le développement du capitalisme d'Etat en Chine. La diffusion de cet ouvrage polémique restera limitée au milieu anti-autoritaire issu des journées de Mai 68. Pour peu qu'elle en parla, la presse « officielle » s'est portée au secours de l'orthodoxie marxiste-léniniste (maoïsme), qui dominait alors un mouvement gauchiste fort actif. Ainsi P. De Beer, spécialiste des questions chinoises au *Monde*, balaya avec mépris le livre : « Un titre et un sous-titre alléchants ! Mais que comprendre si la Chine aussi bien que les Etats-Unis et l'URSS sont tous les trois des Etats capitalistes ? » (*Le Monde*, 28 juillet 1972). Depuis l'Histoire s'est accélérée. La plupart de ceux qui défendaient alors fanatiquement le capitalisme d'Etat chinois, défendent maintenant - tout aussi fanatiquement - le capitalisme tout court ! Devant les bouleversements en cours on pourrait, avec un plaisir certain, reformuler la question du journaliste. Que comprendre si la Chine aussi bien que les Etats-Unis et l'URSS ne sont pas des Etats capitalistes ? Capitalistes - précisons-le pour ceux qui feraient mine de tout confondre - au sens qu'il s'agit de sociétés bâties sur l'exploitation du travail salarié, obéissant à une même logique productiviste et de rentabilité du capital... De son côté, Pierre Souyri, qui fut un des animateurs de « Socialisme et Barbarie », écrivait : « Les auteurs du Tigre de papier fournissent une explication de la crise chinoise qui ne manque ni de cohérence ni de rigueur logique ni de perspicacité. Il n'est certainement pas faux de penser que, depuis 1949, le conflit du capital étatisé et du travail constitue le pivot de toute politique chinoise. » (*Les Annales*, août 1973). Cette explication tenait en quelques idées principales. Tout d'abord, l'évolution économique de la Chine communiste se caractériserait, depuis la rupture avec l'URSS en 1960, par un ralentissement, voire une stagnation de l'accumulation. Les difficultés rencontrées par l'Etat dans l'extraction du surplus agricole seraient à l'origine de cette situation : « L'augmentation de la productivité agricole est la question centrale à résoudre. » (*Le Tigre de papier*, p. 86). Enfin, les luttes politiques en Chine devraient être analysées à partir de la résistance des classes exploitées aux « solutions » avancées par les différentes fractions du pouvoir.

Aujourd'hui, on peut reprendre ces idées directrices (1). Cela permettra,

tout d'abord, de placer les événements récents dans le cadre de développement économique de la Chine. Plus important : l'étude du cas chinois peut aider à comprendre la crise générale des systèmes de capitalisme d'Etat en éclairant les difficultés du passage au capitalisme dit de « marché ». Tout tend d'ailleurs à prouver que la vie politique en Chine n'a jamais cessé d'être influencée par les antagonismes sociaux, ce « pivot » dont parlait P. Souyri. Vers la fin 1990, Li Peng annonce une reprise du processus de « réformes », au cours duquel « la proportion dévolue au marché pour réguler l'économie s'accroîtra » (2). Depuis des mois déjà, le capitalisme international savait que la phase de « recentralisation de l'économie » n'était qu'une formule idéologique creuse destinée à accompagner le rétablissement de l'ordre social

« Ignorant les sanctions proposées par les "prêtres" des droits de l'homme, les capitalistes avaient, dès le début 1990, montré leur confiance dans la continuité de la politique de "réformes". »

ébranlé par le Printemps 1989. Ignorant les sanctions proposées par les « prêtres » des droits de l'homme, les capitalistes avaient, dès le début 1990, montré leur confiance dans la continuité de la politique de « réformes » ; portant l'investissement à un niveau record depuis 1949 (3). Enfin, en avril 1991, le maire de Shanghai est nommé vice-premier ministre. Présenté comme un « réformateur », ce personnage symbolise bien le lien entre la répression du Printemps 1989 et la nécessité de poursuivre la « ligne Deng ». A Shanghai il s'était opposé à l'intervention de l'armée, tout en organisant des procès publics au cours desquels les éléments prolétaires ayant participé aux révoltes ont été condamnés à mort. Une preuve indiscutable de ses qualités réformatrices !

Comme c'est le cas après chaque mouvement social mettant en danger l'ordre dominant, ceux qui assument la tâche répressive au nom de l'orthodoxie s'approprient, par la suite, les propositions des réformistes limogés en cours de route. Et comment pourrait-il en être autrement alors que seule la poursuite de la « ligne Deng » semble permettre à la classe dirigeante de survivre à la crise du capitalisme d'Etat chinois ? Il s'agit de gérer, au mieux, les conséquences sociales déstabilisatrices de la politique de « réformes ». Mais n'anticipons pas ! Pour commencer il importe de voir comment le mouvement du Printemps 1989 fut lui-même le produit des « réformes » ; comment l'ampleur de la participation populaire l'a poussé à dépasser le cadre de la stratégie du régime.

La politique de « modernisation et de réformes », lancée vers 1977-1978 par la classe dirigeante chinoise, a été marquée par une plus grande ouverture au marché. La propriété privée est redevenue l'élément dominant de la production agricole ; les petites industries locales ont proliféré ; enfin, les capitaux étrangers se sont massivement investis dans les « zones économiques spéciales ». Pendant quelques années ces choix ont



Au pays du Tigre de papier. © AFP/Chine Nouvelle

semblé constituer une alternative au marasme de l'économie centralisée. Vers la fin des années 80, l'inflation apparaît néanmoins en Chine comme le symptôme d'un dysfonctionnement économique et comme un révélateur de la crise du système de production.

Cette fois-ci le problème essentiel pour l'Etat n'est plus celui de la productivité agricole. En favorisant la production rurale privée, les « réformistes » avaient permis l'extraction d'importants surplus agricoles. Ce fut là la grande réussite de la « ligne Deng » ! Cependant ces surplus ne se sont pas répercutés dans une accumulation sociale élargie, ne se sont point retrouvés dans une reprise de l'investissement industriel. Ainsi l'évolution classique de l'accumulation capitaliste, qui implique la poursuite du développement industriel à partir d'un accroissement de la productivité agricole, restait bloquée. Dans le vieux secteur étatique, la « modernisation » de l'exploitation du travail a été, une fois de plus, reportée à un avenir incertain. Seule l'introduction massive de capitaux privés étrangers a débouché sur une exploitation intensive d'une partie de la classe ouvrière. La principale conséquence étant de créer une fracture au sein du prolétariat chinois, entre ceux travaillant dans les vieux secteurs industriels (« bol de riz en fer ») et ceux travaillant dans les nouvelles industries (« bol de riz en porcelaine »).

C'est avec les ressources de l'Etat que le pouvoir communiste a permis aux paysans aisés de transformer le surplus en masse monétaire. La concentration de la propriété rurale et l'essor de la petite industrie locale ont suivi. Enfin, une partie de cette masse monétaire s'est réalisée en biens de consommation importés. C'est ainsi que ce fameux surplus agricole, obtenu à tant de frais par les « réformes Deng », est devenu un facteur d'inflation. La « solution » s'est transformée en nouveau problème ! Les ressources de l'Etat destinées à l'agriculture ont été, au départ, soustraites de l'investissement industriel déjà peu effi-

cace. L'idée des dirigeants était que le capital social y trouverait son compte, cela dans la mesure où le surplus agricole ainsi financé serait canalisé plus tard vers l'accumulation industrielle. C'était ne pas compter sur le choix de classe de ces nouvelles couches paysannes, plus intéressées à investir dans les petits ateliers très rentables et préférant alimenter le marché noir et la corruption d'Etat afin de s'assurer l'avenir. Au contraire de ce que disaient les slogans du Printemps 1989, la corruption et l'inflation ne sont pas les causes du blocage du développement mais en sont plutôt les conséquences.

« C'est avec les ressources de l'Etat que le pouvoir communiste a permis aux paysans aisés de transformer le surplus en masse monétaire (...), réalisée en biens de consommation importés. »

Pour pouvoir poursuivre ses « réformes », l'Etat chinois s'est vu, peu à peu, dans l'obligation d'avoir recours au crédit et de faire appel aux capitaux étrangers. La spirale inflationniste ainsi déclenchée devait rapidement aboutir à des pressions sociales sur le front intérieur (perte du pouvoir d'achat populaire), ainsi qu'à des contraintes sur le plan international (poids de l'endettement). Vers 1988, la classe dirigeante a pris la décision de briser cette dynamique par un infléchissement de la politique économique. On va resserrer les mécanismes du crédit et limiter les achats de l'Etat aux paysans. Le but étant de réduire l'activité de la petite industrie rurale et la consommation des nouvelles couches aisées de la paysannerie. Seulement le remède fut pire que le mal ! A la situation déjà tendue dans les villes - où l'inflation avait créé des inégalités criantes - est venue s'ajouter celle de la décomposition du tissu social dans les campagnes.

Au début de 1989 des millions de travailleurs commencent à se déplacer à l'intérieur du pays, déferlant sur les villes, cherchant à s'installer dans les « zones spéciales », où le capital privé international offre du travail. Ce « prolétariat flottant » (comme l'appelle la presse chinoise) est en majorité formé de personnes expulsées des campagnes par le processus de concentration des terres et par la faillite récente des petites usines rurales. Parmi eux se retrouvent également beaucoup de citadins qui n'ont plus de travail dans les industries d'Etat ; les premières victimes du démantèlement du système du « bol de riz en fer ». Par centaines de milliers ils se rassemblent devant les gares (4), prennent les trains d'assaut, envahissent les villes. A en croire les chiffres officiels, ils sont, en 1989, cinquante millions ; dont plus d'un million à Pékin et à Canton, et deux millions à Shanghai. Les difficultés de ravitaillement s'accroissent, la mendicité et la délinquance s'étendent. Bref : c'est tout le contrôle rigide de la population, tel qu'il était en place depuis la Révolution, qui vole en éclats (5).

En avril 1989, lors des premières manifestations estudiantines, le pouvoir reconnaît avoir été obligé de réprimer de graves émeutes en province. Les émeutiers - qui « ont tout l'air de chômeurs et autres défavorisés. » (6) - pillèrent les magasins, brûlèrent les bâtiments officiels, s'affrontèrent à la police. En fait cet état de révolte sociale existait de façon latente depuis des mois déjà. Par endroits, des paysans organisés en bandes attaquaient les gares et pillaient les trains de marchandises : « Tout ce qu'il y a là, nous l'avons payé de notre sueur et de notre sang » (7), dira l'un d'eux ! Ailleurs, des groupes prenaient d'assaut les trains et exproprièrent des bureaux et affairistes (8). Pendant un certain laps de temps, les mobilisations estudiantines vont prendre une ampleur nationale, en cristallisant les attentions et en reléguant au deuxième plan médiatique ces révoltes sociales. Pourtant, elles témoignaient de l'état explosif des relations entre les classes ; elles indiquaient déjà que le pouvoir avait une marge de manœuvre très réduite. Il était évident qu'il ne pouvait pas se permettre de laisser l'agitation démocratique des étudiants être débordée par la révolte populaire. Ce fut, néanmoins, ce qui arriva !

Charles Reeves

(prochain article : « La crise du système d'éducation et la montée de l'esprit élitiste »)

(1) Les textes publiés font partie d'un travail en cours dont le but est de préparer une réédition du *Tigre de papier*.

(2) *Le Monde*, 31 octobre 1990.

(3) *Les Echos*, « Tiananmen "oublié" », 26 décembre 1990.

(4) « La Crise sociale en Chine, choix de textes de la presse chinoise, présentés par Jean-Philippe Béja, *Problèmes politiques et sociaux*, La Documentation française, Paris, 21/7/1989.

(5) Il est significatif que les gares soient devenues le lieu principal du contrôle policier des populations. Cela montre l'effondrement des contrôles du Parti-Etat au niveau des villages et des quartiers.

(6) *Le Monde*, 25 avril 1989.

(7) « La Crise sociale en Chine », op. cit.

(8) *Ibid.*

re

n'est jamais
a été rendue
par des pan-
installés sur
avertie. Les
e quartier ont
és. Quant à
est encore à
taire du bâti-
mins de fer se
s locaux pour
ir contre les

ie s'organise.
mun avec les
concerts, un
l'autonomie,
l'immigration,
jà à l'actif de

CNT, n° 124,
par Daniel
us du Gard)

vel

RE

990),
lman,

ETOILES ET TOILES : LA GRANDE DETRESSE

En attendant Godard...

Le Festival de Cannes vient de s'achever, c'est une bonne occasion de parler encore et toujours du septième art... Et les avis sont partagés !

Le cinéma, c'est la vie grand écran. » Ce slogan publicitaire est certes plaisant, mais aujourd'hui, lorsque nous voyons l'état du cinéma français, un rire jaune et grinçant fleurit aux coins des lèvres. Des *Quatre cents coups* à *A bout de souffle*, repris aujourd'hui sur les écrans parisiens, la nouvelle vague avait balayé le cinéma de papa des années cinquante. Cinéma de la liberté, cinéma de la révolte, ce renouveau avait insufflé à l'économie du septième art une jeunesse nécessaire et salvatrice. Mais plus de trente ans ont passé et coucou, le

cinéma de papa, le voilà... L'amnésie, la peur, l'âge aidant, la lâcheté rempli de nouveau nos écrans de films fades, trop riches d'argent. Comme un corps trop nourri, le cinéma français est gousteux, voire douteux. Bertrand Blier, avec son *Merci la vie*, renoue avec un académisme frileux, Jean-Pierre Mocky est toujours l'agent trouble de la production. Les disciples de la nouvelles vague, Garrel, Doillon et Ackermann vivent, certes sur de bons restes : *Baiser de secours* ou *Le Petit Criminel*. Et les jeunes ? Benéix fait de mornes clips et Besson n'est qu'un scaphandrier bleu pour la Gaumont. Rien de vraiment jouissif... Alors, nous attendons *Les Amants du Pont-Neuf* de Léos Carax et nous disons déjà que Léos est perdu dans un engrenage qui le digère et l'aseptise...

Avec le renouveau de l'académisme vient la morosité. Avec l'argent du renouveau vient pour nous l'ennui et l'envie de fuir les salles. Vraiment, plus aucun film neuf et beau qui nous fasse

vibrer, réfléchir, et encore aimer le septième art ? Avec cet argent triomphant les grosses machines creuses : *Cyrano-le-ripoux* contre Emma Bovary, version Chabrol. Voilà où nous en sommes presque réduits. La liberté d'écriture, les choix des sujets nouveaux et intéressants deviennent extrêmement difficiles à discerner dans la programmation des salles, d'autant que, là aussi, les risques pris par les exploitants sont quasi nuls. Cet état de fait pourrait être dénoncé par les nombreux plumeux de la critique. Hélas, nous sommes revenus à la situation des années vingt où le critique est un rouage de la production. Aujourd'hui, comme hier, le critique qui écrit à vide et en rond continue d'encenser le chef-d'œuvre de la semaine.

Un exemple récent : *Delicatessen* de Jeunet et Caro. Pas vraiment un navet ce petit film formaliste, qui prend ses racines dans l'univers de la BD, de la publicité et... du cinéma français des années trente (Carné, Prévert et

Trauner sont pillés sous couvert de citations (?). Mais à la lecture du générique - qu'il faut toujours lire attentivement -, nous comprenons ces délirs d'éloges : ceux qui investissent, investissent sûrement dans toute cette presse publicitaire phagocytée. Le résultat est qu'il faut rentabiliser sur le dos des spectateurs et très bientôt des téléspectateurs. Télévision, publicité et prime time obligent ! La boucle est bouclée.

Au travers du néant

Le constat paraît pessimiste mais la réalité est telle que parfois l'envie de désertier les rivages du cinématographe est immense. Mais l'aventure du septième art se poursuit et des surprises éclatent dans les méandres d'une production asphyxiée. Deux bons exemples : *Fortune Express*, d'Olivier Schatzky et *Le Trésor des Iles Chiennes*, de F.J. Ossang. Le premier dans le cadre de la production classique ; le second est plus une aventure folle. Mais les deux ont cette efficacité dans le traitement de l'histoire pour Olivier Schatzky et dans la poésie des images pour F.J. Ossang.

Fortune Express est l'histoire d'un casse imaginé par un myopathe lucide et génial, et réalisé à l'aide d'un ancien champion de grimpe en solidaire. Deux personnages peu banals qui ont en commun le dégoût et la haine de ce monde où l'argent engendre des comportements douteux et bas. Le film n'est pas lar-

moyant ; son efficacité, son rythme, sa beauté montrent que parfois il faut attendre pour faire son premier film (Olivier Schatzky a 40 ans).

L'aventure du *Trésor des Iles Chiennes*, le second long métrage de F.J. Ossang, est un long poème d'image et de musique rock. L'histoire vient de la série B et du roman d'aventures. La recherche d'un métal qui permettra à ses possesseurs la conquête et le contrôle de la planète. Sur fond d'apocalypse, cette quête mènera au néant et au chaos. Les Açores sont les Iles Chiennes et une bande d'acteurs en transes vont y perdre leurs dernières illusions. Les très percussives images sont de Darius Kondji. Son travail sur le noir et le blanc nous rappelle le cinéma des années vingt, aidé en cela par la maîtrise technique d'Ossang.

Ce personnage un peu fou du cinéma français assure aussi la partie musicale du film. Messageros Killers Boys (MKB), son groupe de musique, nous offre bande son originale et efficace.

Deux exemples de films français qui sortent du marasme ambiant. Mais le chemin d'un vrai renouveau du cinéma français n'est pas encore débroussaillé. Loin de là hélas.

Salim (« Fondu au Noir »)

N.B. : à voir, à Paris, au Centre Pompidou ; « Comme dans un bois », le cinéma d'André Breton et des surréalistes. Studio 5, 5e étage, du 25 avril au 3 juin, et du 21 août au 26 août.

ETOILES ET TOILES : LE COUP DE CŒUR

... Allez au cinéma !

Le cinéma a toujours entretenu des rapports difficiles avec l'argent ! En France, comme ailleurs, c'est une industrie. Il ne faut donc pas s'étonner d'y retrouver, selon les époques, plus ou moins d'argent en jeu. Celui-ci n'a jamais fait la réussite d'un film. Loin de là, merci l'auteur ! Mais sans argent pas de ciné. On peut le dénoncer... C'est à dénoncer (d'un point de vue révolutionnaire), mais il est trop facile d'en faire un argument critique pour étalonner la qualité d'une production !

En 1931, un long métrage coûtait en France 2 millions de francs en moyenne (anciens francs, certes, mais imaginons ce que cela représentait !). Que l'on s'appelle Renoir ou non, pour tourner, il fallait des partenaires. L'Etat, déjà, intervenait pour soutenir le septième art. Gaumont, par exemple, survivait grâce à des capitaux d'Etat. Aujourd'hui encore, l'Etat, les chaînes télé ou la Fondation GAN du cinéma financent de nombreux projets, cela ne relève plus du scoop. On peut le regretter, oui, et ne plus aller au cinéma...

SOUSCRIPTION

« Diffusion de la création contemporaine » lance une souscription pour faire paraître les actes du colloque « Art et anarchie » (ouvrage de 320 pages, format 14X20, avec 30 illustrations noir et blanc, éditions du Monde Libertaire), qui est organisé à l'occasion des 10 ans de Radio-Libertaire. Prix : 110 F (prix de vente public : 130 F). Parution en novembre 1991.

Les chèques sont à libeller à l'ordre de « Diffusion de la création contemporaine » et à adresser à DCC, BP 12, 13671 Aubagne cedex.

Même les piliers de la Nouvelle vague devaient se débrouiller pour payer leurs producteurs. Décor naturel, c'était moins cher que Trauner mais pellicules, caméras, salle de montage, diffusion en salles... il fallait un investissement minimum, que le premier OS venu ne pouvait alors envisager !

Il apparaît donc impossible, à partir du seul critère financier, d'établir la bonne ou la mauvaise santé d'un cinéma. Personnellement, je trouve, aujourd'hui, le cinéma français de bonne qualité. Qu'il soit fait ou non avec beaucoup d'argent.

« Il apparaît donc impossible, à partir du seul critère financier, d'établir la bonne ou la mauvaise santé du cinéma... Je trouve, aujourd'hui, le cinéma français de bonne qualité. »

Bertrand Blier avec *Merci la vie* nous donne une véritable « leçon » de mise en scène ; avec cette joie non dissimulée de nous en faire voir de toutes les couleurs... en ne négligeant pas ce qu'on nomme communément les « problèmes de société » : SIDA et compagnie... Cet amour des acteurs, cette justesse dans le jeu de tous les comédiens est un régal pour les amateurs de salles obscures. Certes, il ne fait pas du Godard ! Mais dans le genre « cinéma du samedi soir », celui glorieux des années trente, celui des salles comblées, celui de la qualité et des grands acteurs, Blier vaut bien un Godard !

Bien sûr, pour notre bonne conscience dérangeante, on a toujours en magasin Jean-Pierre Mocky, mais avec Doillon, Besson, Stévenin, Rochan... on ne peut pas affirmer que l'ennui gagne le cinéma hexagonal.

Il faut aller voir *Delicatessen* de Jeunet et Caro... Il faut courir derrière le car de Rochan dans *Aux yeux du monde*. « Il faut », au sens de faire partager, plaisir d'un cinéma décapant, découpant !

Après Jeunet et Caro tous les génériques de films apparaîtront fades, la viande aussi ! Avec les tronches des acteurs de *Delicatessen*, Delon et Deneuve apparaîtront pour ce qu'ils ne sont pas : des gueules d'anges ! Décors BD, ambiance post-nucléaire (ou après-guerre, comment on veut)... Tranches de vie (au sens propre et figuré !), c'est vraiment un film à déguster, mais en apéritif...

Rochan, lui, voit le monde sans pitié. A sa manière, il colle trop bien à l'air du temps (triste à en faire des conneries quand on a à peine 20 ans !) Bravo à Yvan Attal (Bruno) dans *Aux yeux du monde*, les martiens qui puent ont gagné.

On peut faire aussi confiance à Rivette pour *La Belle noiseuse*, à Stévenin pour *Lune froide*, à Maroun Bagdadi pour *Hors la vie*. Oui, le cinéma français va bien. Il y a quelques ratés. Gardons-les pour la télé. Ils sont quand même passables. Et puis internationalistes que nous sommes, si le cinéma franchouillard commençait à nous sortir par les yeux, heureusement cela frissonne chez nos voisins ! J'ai vu, il y a quelques mois, deux films africains superbes, *Zao* et *Halfaouine, l'enfant des terrasses*. D'autres productions sont maintenant visibles, sans avoir recours aux ghettos « salles d'art et d'essai »...

Alors n'hésitez plus... Allez au cinéma. Pour le prix des places et l'argent des films, c'est une autre histoire. On y reviendra. En attendant, allez-y ! Enfin, faites ce que vous voulez... mais faites-le !

Alain Dervin
(gr. Pierre-Besnard)

LEO FERRE



SAMEDI 1^{er} JUIN

20 H PALAIS DES SPORTS

RADIO LIBERTAIRE

1, place Porte de Versailles - 75015 Paris

GALA EXCEPTIONNEL

BILLETS :
130 F sur réservation
ou 145, rue Amelot
75011 PARIS - 48.05.34.08

100 F au porteur de la carte d'auditeur de Radio Libertaire.

150 F sur place.
Il est prudent de réserver ses places rapidement.

F. A.
145, rue Amelot
75011 PARIS
Tél. : 48.05.34.08



CONCEPTION : J.J. GRIV
REALISATION : BOMAL
PH. : J. BARRISSE
PHOTO : I. VERNHET

SEINE-SAINT-DENIS

Journées de littérature contemporaine

Crise du mouvement ouvrier et nouveaux mouvements sociaux

Fin de siècle, fin d'un monde ? Débat sur les structures, le fonctionnement et l'évolution de nos sociétés, débat qui nous préoccupe particulièrement dans une période de consensus où les acquis sociaux sont remis en cause et les inégalités sociales croissantes.

Les transformations économiques sont-elles seules à l'origine de la crise du mouvement ouvrier ? Le décalage entre les organisations ouvrières et les mouvements sociaux est-il une fatalité ? Les organisations conçues pour transformer la société reproduisent-elles des structures de pouvoir ? L'émergence de nouvelles formes de contestation, en allant « au-delà du mouvement ouvrier » laisse-t-il présager une relation différente au pouvoir ?

L'Homme et la Société consacre son dernier numéro à l'étude de la situation actuelle des partis politiques et des organisations syndicales en Europe. Le monde entre dans une ère nouvelle et il n'est pas établi que celle-ci doit correspondre au triomphe du profit et de la guerre.

Une autre société est possible. Les libertaires le savent et s'attachent depuis longtemps à la forme qu'elle peut revêtir comme aux moyens de son changement.

L'HOMME ET LA SOCIÉTÉ, L'HARMATTAN

Samedi 25 mai à 11h30

Table ronde dans Chronique syndicale sur Radio libertaire 89.4

Samedi 25 mai à 16h30

Forum-débat à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris

Café de la Gare, 41, rue du Temple 75004 Paris
FRANCE LEA
du 14 au 25 mai, à 22 h.
Prix : 50 F (tarif unique).
Réservations au Café de la Gare, tél. : 42.82.99.12

LES 23, 24, 25 et 26 mai prochains se dérouleront dans différentes communes de la Seine-Saint-Denis, des « Journées de littérature contemporaine » baptisées *La Ville est un roman*, sur le thème du cent-cinquantième du roman policier. En avril 1841, Edgar Allan Poe publiait *Double assassinat dans la rue Morgue*, court récit généralement considéré comme l'acte de naissance de la littérature policière. A l'initiative de cette manifestation prise en charge par le Conseil général du département, se trouvent, outre Didier Daeninckx et Robert Deleuse, Henriette Zoughebi, Hervé Delouche, Jocelyne Cardin...

Souignons que Robert Deleuse est l'auteur d'un ouvrage assez déroutant qui vient de paraître chez Denoël : *Retour de femme* (collection Sœurs froides), roman lié à la guerre d'Algérie, et d'une conséquente étude sur *Les Maîtres du roman policier* (éd. Bords). D'un usage très pratique, d'une lecture agréable, ce dernier livre risque d'être bientôt considéré par de nombreux amateurs du genre comme le dictionnaire du polar, celui qu'il faut absolument avoir sous la main.

Mais revenons en Seine-Saint-Denis. Le programme proposé est plutôt alléchant. Le public est invité à rencontrer seize auteurs (1), dont l'œuvre a pour toile de fond l'univers urbain. Le roman policier s'inscrit en effet avec prédilection dans ce décor. « ... Peu de genres littéraires ont su exprimer avec autant d'acuité et de constance l'enjeu de l'homme aux prises avec ses propres jungles de béton et d'asphalte », affirme Didier Daeninckx. Du jeudi 23 mai, où à la FNAC-Défense aura lieu, de 13 h à 15 h, un débat sur « Le roman et la ville », animé par Denis Fernandez-Reccatala (avec la participation de Didier Daeninckx, Daniel Pennac, Jean-

François Vilar) au dimanche 26 et à l'inauguration, à Bobigny, de la première rue au monde portant le nom de Dashiell Hammett, souvent considéré comme le véritable père du « roman noir », de nombreuses rencontres sont prévues.

Citons ainsi le débat organisé « Autour d'Edgar Allan Poe » (FNAC-Défense, 23 mai, 17 h - 19 h) ; les signatures en librairies des auteurs invités, le lendemain ; une soirée, toujours le 24, au cinéma Le Trianon, à Romainville, avec la projection d'une « bande-annonce » de films noirs, des origines à nos jours ; un débat, le samedi 25, de 10 h 30 à 12 h 30, à la bibliothèque de Bagnolet, sur la nouvelle policière, animé par Claude Pujade-Renaud, Daniel Zimmerman et Hugo Marsan (de la revue *Nouvelles nouvelles*) ; à partir de 14 h, à Aubervilliers (Espace Renaudie), un débat sur le thème « Villes, littératures et cultures », animé par Roger Martin (l'auteur d'*AmeriKKKa, voyage en Amérique fasciste*), avec, pour intervenants, Jérôme Charyn, Daniel Pennac... ; au Magic Cinéma de Bobigny, en même temps, un débat sur le thème « Villes, littératures et histoires », avec Howard Faust, Francisco Gonzales-Ledesma... ; puis un autre, à partir de 16 h 30, à la terrasse du Centre des expositions de Montreuil, sur le thème « Villes, littératures et sociétés », avec Robin Cook, Gilles Perrault, Jan Guillou (de cet auteur, journaliste-vedette de la télévision suédoise, il faut lire *La Fabrique de violence*, éd. Marna, sans aucun doute l'un des meilleurs romans publiés en France l'an dernier) ; enfin, à la MJC de Romainville, un débat sur le thème « Villes, littératures et politiques », verra intervenir John Douglas (auteur américain publié dans la Série noire, qui montre un autre visage des Etats-Unis que celui de l'opulence et de la liberté), Edward Limonov, Abasse N'dione...

Mais le programme des festivités n'est pas encore clos. Le 25 mai au soir, quatre cinémas accueilleront des films tirés de romans policiers (au Georges Méliès, à Montreuil ; au Ciné 104, à Pantin ; Cin'Hoche, à Bagnolet ; et au Magic, à Bobigny). De plus, dans des lycées du département, des auteurs (Gérard Delteil, Thierry Jonquet...) expliqueront comment sont conçus leurs romans.

Enfin, pour marquer l'événement, un port-folio sera publié par les éditions Denoël et mis en vente dès le 23 mai. Parmi les faits historiques retenus de ce cent-cinquantième et relatés ici (tous les 10 ans, à partir de 1841) : la suppression de la liberté de la presse (1851) ; la Commune (1871) ; la fusillade de Fourmies (1891) ; la « bande à Bonnot » (1911) ; le camp de Drancy (1941) ; le macarthysme (1951) ; les massacres d'octobre (1961) ; la guerre du Golfe (1991)...

Heureuses initiatives, ces « Journées de littérature contemporaine » méritent de rencontrer un grand succès. Les seize auteurs invités, bien que très différents les uns des autres, ont tous su mêler à leurs œuvres les problèmes sociaux contemporains, débordant ainsi les cercles habituels de lettrés pour atteindre un public sensible à l'évolution de notre monde. Leurs regards se révèlent souvent fort pertinents, ou plus justement impertinents, ce qui ne gâche rien.

Thierry Maricourt

(1) Pieke Biermann, Jérôme Charyn, Michael Collins, Robin Cook, Didier Daeninckx, John Douglas, Wessel Ebersohn, Howard Fast, Francisco Gonzales-Ledesma, Jan Guillou, Edward Limonov, Michael Malone, William Mc Ilvanney, Abasse N'dione, Daniel Pennac, Jean-François Vilar.
N.B. : pour tout renseignement supplémentaire : 48.70.70.41 (répondre téléphonique).

EXPERIMENTATION MUSICALE

« Epsilonia » fait la fête !

LE 25 mai, « Epsilonia » fête un double anniversaire : celui des dix ans de Radio-Libertaire et le sien, ou plus exactement celui des 4 ans de sa formule actuelle.

Mais qu'est-ce donc qu'« Epsilonia », me direz-vous ? Peut-être, certains jeudis soirs, après 22 h 30, avez-vous été intrigué par d'étranges musiques en écoutant RL... Voilà ! Vous y êtes ? Bon... Commençons par un bref historique de l'émission, avant de rentrer dans le détail de sa formule actuelle.

Créée en 1984 par Thierry (que l'on peut entendre sur RL les mercredis soirs avec « Traffic ») et moi-même, « Epsilonia » première époque était centrée autour d'un débat contradictoire, l'émission commençant et se terminant par un montage sonore en deux parties où nous apportions, bien sûr non sans ironie, notre « point de vue » sur le thème du jour. Ces débats, très riches et animés, furent extrêmement féconds. La formule, d'ailleurs, d'ailleurs mériterait d'être reprise ! Puis, après une refonte de la grille, l'émission ayant désormais lieu l'après-midi, nous ne pûmes garder que les montages, fresques sonores d'un après-midi par semaine !

C'est en 1987 qu'« Epsilonia » inaugure sa nouvelle formule. Elle est centrée alors essentiellement autour du *mail-art*

sonore et des *home tapers*, ces allumés qui confectionnent chez eux toutes sortes de musiques, dans la plus grande liberté stylistique, et les diffusent par la Poste d'un pays à l'autre, d'un continent à l'autre, sans but de lucre mais pour le seul plaisir de l'échange et de la libre création.

Une émission vivante

Une alternance de plusieurs équipes se mit en place, avec chacune son style propre et sa propre esthétique, mais toutes fondées autour de la même passion pour l'expérimentation en musique. « Epsilonia » est donc une émission vivante, non figée, et qui donc se transforme... Les équipes y participent y ont donc liberté d'évoluer, et les collaborations peuvent évoluer elles aussi ! Actuellement se succèdent donc :

- Chris P. avec le *mail-art* et ses castettes ;
- Pascal autour d'un programme assez large à dominante de raretés et d'inclassables ;
- une soirée « carte soirée », ouverte à des collaborations plus ponctuelles que nous souhaitons des plus variées ;
- Christine et Jean-Christophe avec la musique « acousmatique ».

Les musiques expérimentales, par l'ouverture d'esprit qu'elles demandent, leur non-conformisme musical et leur goût pour la recherche formelle et sonore s'inscrivent pleinement dans la thématique de Radio-Libertaire. Encourager chez nos auditeurs la curiosité, l'envie de sortir des sentiers battus et le plaisir de la découverte, voire de la surprise n'est pas le moindre de nos buts ! D'autre part, RL en étant une des rares radios à avoir fait le choix de refuser de vivre grâce à la réclame, bénéficie d'une grande liberté, tant stylistique que de fond, que n'ont ni les autoroutes à musique ni les radios d'Etat.

En témoigne le fait que les musiques défendues par « Epsilonia » sont pratiquement absentes de la bande FM. Un quasi monopole ! Elles feraient fuir l'annonceur ou effraieraient le député local !

Avec nos invités

Parmi les nombreux invités passés sur notre antenne, nous pourrions citer entre autres : P. Mion, F. Dhomont, Noe, Luc Ferrari, B. Ferreyra, J. Lejeune, Sparg aus der Volken, la compagnie Black-Blanc-Beur, B. Pomegianni...

L'une des idées fondatrices d'« Epsilonia » est que ses animateurs sont des

musiciens ou compositeurs actifs dans les musiques dont ils parlent. Ce qui nous amène à notre fête, puisque toutes les musiques que l'on y entendra sont le fait d'amateurs, ou d'amis collaborant à l'émission.

Elle aura lieu aux Etablissements photographiques de l'Est (disquaire spécialisée dans les musiques inclassables) et comportera trois temps, chacun avec un groupe, une diffusion de musique électro-acoustique sur un acousmorum et une lecture. Le deuxième temps comportera aussi un mixage/création réalisé par Jean-Marie Omiri et Vincent Detours. Les trois groupes présents seront, par ordre d'apparition : Master Mind, Margaret Freeman et Mème -la-Paresse. Les lectures seront dites par Chris P. et Michel Champardal et les pièces acousmatiques seront de Laurent Groppe, Aline Thiolle, Carole Rieusec, Gino Favotti, Marie-Hélène Bernard, Francis Lavor, Jean-Christophe Camps, Christine Lesort-Pajot... Notons que certaines des pièces présentées seront des créations ! Une sangria viendra vous désaltérer entre deux sets !

Fête-concert d'« Epsilonia » aux EPE, 115, rue du Chemin-Vert 75011 Paris, de 17 h à 22 h environ. Entrée : 40 F.

Jacques (pour l'équipe d'« Epsilonia »)

Sélection de Radio-Libertaire (89.4 FM)

Vendredi 24 mai

« L'Invité du vendredi » (19 h - 21 h) : et si Christophe Colomb n'avait pas découvert les Amériques avec Christian Ruby.

Samedi 25 mai

« La Chronique syndicale » (11 h 30 - 14 h 30) : table ronde à partir de l'ouvrage *L'Homme et la société* (éd. L'Harmattan).
« BDDA et cie » (18 h - 19 h 30) : émission BD.
« Onde de nuit » (24 h à l'aube) : la fièvre du samedi soir.

Dimanche 26 mai

« Matinée anticléricale » (10 h - 12 h) : émission de la Libre Pensée.
« Folk à l'er » (12 h - 14 h 30) : musiques traditionnelles de France et du monde.
« Tribuna latinoamericana » (18 h - 20 h) : l'actualité de l'Amérique latine.

Mardi 28 mai

« Blues en liberté » (10 h - 12 h) : Jo-Louis Walker.

RENDEZ-VOUS

LE MANS
Fête de soutien au Monde libertaire, organisée par le groupe FA du Mans, le samedi 25 mai, en soirée, avec le groupe Duffy Duck au Lokal, route de Gonnetaube (direction Serget-Le Mans). Entrée gratuite. Dimanche 26 mai, à partir de 14 h, réunion-débat sur le thème de l'anarchisme, au Lokal, route de Gonnetaube (direction Serget-Le Mans).
Le groupe FA du Mans tient une permanence chaque samedi entre 14 h et 17 h, à la Maison des Associations (3^e étage - porte gauche), 4, rue d'Arcole, Le Mans.

RENNES
Le groupe FA de Rennes organise une réunion-débat sur le thème : « Contraception, avortement, les acquis menacés », le jeudi 23 mai, à 20 h 30, à la Maison du Champ-de-Mars.

PAU
Une liaison existe sur Pau. Pour la contacter, vous pouvez écrire aux Relations extérieures, qui transmettront. Vous pouvez, par ailleurs, la joindre par le biais de l'Union régionale FA du Sud-Ouest, Cercle Albert-Camus, 39, rue Peyrolières, 31000 Toulouse.

PARUTIONS

BRIQUETS & BADGES
Le groupe FA de Bourgoin-Jallieu a édité des briquets : A cerclé + dessin-surprise (rouge sur fond noir) à 15 F l'unité (12 F à partir de 10 exemplaires), des badges : « Vive l'anarchie » (dessin de Reiser), « J'emmerde Le Pen », «...Et l'anarchie ? » (+ chat noir), « A bas les chefs », tous au prix de 10 F (8 F à partir de 10 exemplaires (variés ou pas)). A commander à « Contre-Courants », la Ladrrière, 38300 Saint-Alban-de-Roche (chèques à libeller à l'ordre de « Contre-Courants »).

AFFICHE
Avec le retour des feux de l'actualité sur les problèmes des villes et de l'immigration, le groupe Cafiero encourage les bonnes volontés militantes dans ce domaine. Il solde à moitié prix son affiche « Contre les ghettos et les machos, entraide contre la galère du racisme », qui est illustrée par des fillettes turques dansant dans une salle d'école française. Couleur : noir et rouge. Moyen format. Prix : 0,70 F au-dessus de 10, 1 F au-dessus de 50 et 2,50 F l'unité. Chèques à libeller à l'ordre de Publico.

PRESSE
Le groupe Jean-Roger-Caussimon de Nancy vient d'éditer le n° 3 d'Encre Noire. Il est disponible auprès du groupe, chaque dimanche en fin de matinée sur le marché de Vandœuvre, ou à la librairie du Monde Libertaire, au prix de 5 F.

RECUEIL
Amateurs de poésie, un recueil de 21 textes poétiques illustrés, *Le Fil d'Ariane*, vient de paraître. C'est un recueil où se mêlent amour, révolte anarchisante et merveilleux. Son prix est de 25 F (les chèques à libeller à l'ordre de Guillaume Vauthier). Pour toute commande, écrire à : Guillaume, la Mistouffe, 61, rue Jeannin, 21000 Dijon.
Une partie des bénéfices sera offerte en soutien au groupe FA de Dijon.

PRESSE
La Commune libertaire n° 20 vient de paraître. La feuille gratuite du groupe Fresnes-Antony de la FA est disponible à son local, situé au 34, avenue Jean-Moulin, 92160 Antony. On peut se la procurer par courrier contre un timbre à 2 F 30, en écrivant à la même adresse.

POST-MORTEM

Salut à Paul Lapeyre

CELA n'arrive pas qu'aux autres : notre camarade Paul Lapeyre n'a pas survécu à un accident d'automobile survenu le 1^{er} mai sur une route d'Espagne. Selon sa volonté son corps a été remis à la faculté de médecine la plus proche, celle de Saint-Jacques-de-Compostelle.
Né en 1910 dans un village du Gers, il fut d'abord instituteur, mais dut quitter l'enseignement après une cabale suscitée par son militantisme. Avec ses frères Aristide et Laurent, il participa en novembre 1926 à la constitution de la CGT-SR, puis collabora à son organe de presse *le Combat syndicaliste*.

En 1935, pendant l'affaire de stérilisation de Bordeaux, il prit la responsabilité de *la Révolte*, périodique anarchiste du Sud-Ouest, tout le temps de l'incarcération d'Aristide. Puis vint la guerre d'Espagne où il effectua plusieurs voyages mandaté par la CGT-SR, tout en collaborant à *SIA*, périodique fondé et animé par Faucier et Lecoïn, ainsi que deux périodiques publiés successivement à Bordeaux sous les titres *Espagne antifasciste*, puis *Espagne antifasciste*. En mai 1939, il devint délégué à la propagande de la Fédération anarchiste de langue française (FAF).

Fait prisonnier en 1940, il échoua dans une tentative d'évasion et ne fut libéré qu'en juin 1945. Dès son retour, il reprit ses activités militantes et représenta le groupe libertaire de Bordeaux au congrès constitutif de la Fédération anarchiste, les 6 et 7 octobre 1945. Il était devenu coiffeur et animait avec ses frères la boutique (le « salon ») de la rue de Fusterie.

Militant de la CNT, continuatrice de la CGT-SR, dès sa constitution, il participa en Gironde fin 1947-début 1948, en compagnie notamment de

Barrué, à une tentative de fusion avec les courants syndicalistes antistalinien issus de la CGT, qui n'aboutit pas. Les statuts de l'Union départementale CGT-FO de la Gironde en furent cependant marqués.

Exclu, avec de nombreux autres, de la FA fin 1952, il participa à la reconstitution de l'actuelle Fédération anarchiste pour laquelle il effectua de nombreuses tournées de conférences. Il militait aussi à la Libre Pensée, dont il fut l'un des orateurs nationaux pendant une vingtaine d'années.

Anarcho-syndicaliste et libre penseur

Vers 1970, un infarctus l'obligea à prendre ses distances avec l'action militante soutenue. Retiré à Barsac, dans le Sauternais, il accueillait avec plaisir tous les amis qui passaient. Bien que réticent à l'égard de la trop grande influence sur certains militants libertaires actuels d'idées très médiatisées, il demeurait optimiste, convaincu que les expériences sont nécessaires et que la raison finit toujours par l'emporter.

Alors que j'étais un militant plutôt ignorant de ces choses, c'est lui qui m'a appris l'existence des liens indéniables entre la doctrine sociale de l'Eglise et la doctrine sociale fasciste, concrétisés par une page sans ambiguïté de l'encyclique de Pie XI, *Quadragesimo Anno*. Ces liens fondamentalement réactionnaires que les cléricaux qui s'auto-proclament « de gauche » s'efforcent d'occulter, notamment en censurant le texte en cause quand ils le citent, Paul nous conseillait ardemment de les garder toujours présents à l'esprit alors que le pape en activité se préparait à célébrer cyniquement le centenaire de *Rerum novarum* tout en s'employant avec intelligence et habileté à la construction de l'Europe vaticane sur les décombres du glacié stalinien.

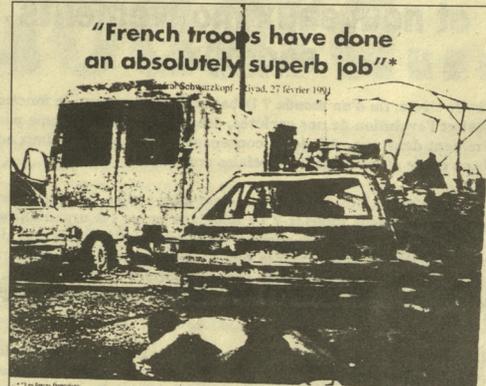
Marc Prévôt

Les cours sur l'anarchisme

Au local du groupe Louise-Michel, 10, rue Robert-Planquette (M^o Blanche), 75018 Paris.

Voici l'énoncé des prochains cours.
Mardi 28 mai, à 20 h 30 :
- « La question de l'Etat » (conceptions anarchiste et marxiste).
Mardi 4 juin, à 20 h 30 :
- « Fondements économiques d'une société égalitaire » (la lutte contre le capitalisme et toutes formes de privilèges).
Mardi 11 juin, à 20 h 30 :
- « L'anarchisme et le monde du travail » (méthodes d'interventions et pratiques libertaires de l'action directe).

Edition d'affiche



Les industriels de l'armement sont fiers de nous préparer la prochaine guerre



145, rue Amélot - 75011 Paris.

Le groupe 19^e-Nord de Paris vient d'éditer l'affiche ci-dessus (format 60X40). Prix : 5 F l'unité en dessous de 10 exemplaires, et 1,10 F au dessus (Chèques à libeller à l'ordre de Publico).

PARUTION

PRESSE
Le n° 28 d'Infos et analyses libertaires vient de paraître. Le sommaire est le suivant : école autogérée de Bordeaux, IVG en danger, l'anarchisme comme alternative à la barbarie étatique et au chaos capitaliste, l'antimilitarisme et le pacifisme pour les lendemains de guerre, la presse « rampante »... les Kurdes en France... Prix : 15 F. Tarifs d'abonnement : 90 F (port compris) et 165 F (abonnement militant). Il est vendu à Perpignan, dans les librairies suivantes : Infos, Torcat, Le Futur Antérieur, Librairie catalane. A Toulouse : Cercle Albert-Camus, 39, rue Peyrolières. Infos : CES, BP 233, 66002 Perpignan cedex.

SOMMAIRE

PAGE 1 : L'asile fout le camp, Festival des musiques vivantes, Editorial.
PAGE 2 : Pour un programme économique anarchiste (deuxième partie).
PAGE 3 : Triangle rose : l'impossible commémoration, RMI : l'heure du bilan, Humeurs syndicales, En bref.
PAGE 4 : Infos suisses, L'athénée libertaire de Saragosse (Espagne), Renaissance de l'anarchisme en Colombie.
PAGE 5 : Retour en Chine.
PAGE 6 : En attendant Godard...
...Allez au cinéma !
PAGE 7 : Journées de littérature contemporaine, « Epsilonion » fait la fête I, Sélection R.-L.
PAGE 8 : Salut à Paul Lapeyre, Le dessin de la semaine, Infos FA.

Le dessin de la semaine

